

### Incendie dans un bidonville : Montreuil fait son devoir de solidarité et interpelle l'État sur ses compétences

Dans la nuit du lundi 28 au mardi 29 mai, un incendie s'est déclaré à Montreuil dans un des bidonvilles que compte la ville.

Grâce à l'action rapide et efficace des Sapeurs pompiers, aucune victime n'est à déplorer mais plusieurs dizaines de personnes, des enfants, des femmes et des hommes, se sont retrouvées, en quelques minutes, privées du peu qu'elles avaient.

L'élue de permanence et les services de la ville se sont immédiatement rendus sur place et, à la demande du Maire, en concertation avec la préfecture de Seine-Saint-Denis, la Ville de Montreuil a ouvert provisoirement un gymnase municipal pour que ces familles y trouvent un premier refuge.

Mises à l'abri dans l'urgence avec l'aide de la Protection civile, ces familles ont pu trouver un peu de sérénité, se reposer, avoir accès aux douches et sanitaires de l'équipement municipal et bénéficier de changes pour les plus petits.

Dans la matinée, un petit-déjeuner leur a été fourni et la Ville mobilise ses moyens pour leur garantir les repas des prochains jours.

A la demande du Maire, un médecin du Centre municipal de santé doit se rendre sur place pour rencontrer les familles et les services du Centre communal d'action sociale (CCAS) ont engagé un pré-diagnostic social, préalable indispensable pour leur entrée dans les dispositifs de droit commun.

Dans le cadre du travail qui s'engage, le Maire de Montreuil insiste sur l'importance de trouver des solutions qui permettent aux enfants de poursuivre leur scolarité sereinement.

Pour Patrice Bessac, maire de Montreuil, *« Ce devoir de solidarité essentiel a été mis en œuvre pendant la nuit et dans l'urgence par les agents du service public communal. Montreuil a fait son devoir. Mais Montreuil est, dans ce combat humaniste, trop souvent seule et démunie »*.

A Montreuil, des centaines de personnes, hommes, femmes, enfants vivent aujourd'hui dans des bidonvilles. Leurs conditions de vie sont indignes et dangereuses et face à cette misère, trop souvent exploitée, les villes sont laissées sans solution, privées progressivement de toute capacité d'action.

Cette situation ne peut rester en l'état. Montreuil demande à l'État d'accompagner au mieux les familles qui l'accepteront et d'engager à court terme, en partenariat avec tous les acteurs compétents, un travail social coordonné sur l'ensemble des sites de ce type que compte Montreuil.

**Au-delà du travail qui doit s'engager avec ces familles, Montreuil assure déjà un accompagnement social d'ampleur des populations en situation de précarité**

Jusqu'à la fin de l'année 2016, Montreuil était engagée dans un processus d'accompagnement de familles roms. Ce travail, d'un montant co-financé de 6,5 M€, a porté ses fruits. 80 familles ont ainsi pu entrer dans un parcours d'insertion au travers de logements passerelles situés sur le territoire de la commune.

Seuls des dispositifs à taille humaine de type « village d'insertion » peuvent servir de référence pour imaginer des solutions partagées entre toutes les collectivités du Grand Paris et ce dans un juste équilibre territorial. C'est d'ailleurs le sens des six propositions alternatives à la stratégie de l'État que Montreuil, associée à neuf autres collectivités de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne et aux côtés des réseaux associatifs, a défendues lors de la conférence régionale sur les bidonvilles en novembre et décembre 2015 sous l'autorité du Préfet de Région, puis, devant son refus, lors d'une audience auprès de Madame la Ministre du Logement le 13 juillet 2016.

La Ville de Montreuil, qui fait face à plus de 7 000 demandes de logement social en attente, rappelle qu'en matière d'hébergement d'urgence et en vertu des compétences spécifiques qui sont les siennes, seul l'État est en capacité de trouver les solutions permettant d'accueillir les populations les plus fragiles dans des conditions humaines, durables et dignes de la République.

Avec 10 résidences sociales ou foyers de travailleurs migrants qui accueillent plus de 3 200 résidents, ou encore le projet en cours de desserrement sur 5 sites du foyer Bara et la réalisation, aujourd'hui achevée, de la réhabilitation pour ses 200 résidents du foyer des Sorins, Montreuil, de son côté et depuis longtemps, fait la preuve de sa solidarité et de son engagement aux côtés des populations migrantes

**Au quotidien, à Montreuil, les politiques de solidarité ce sont :**

- L'ouverture volontaire, chaque hiver, d'un gymnase pour mettre à l'abri les personnes sans domicile, en grande précarité. Montreuil prend ainsi une part active dans la lutte contre l'exclusion et fait reculer les inégalités ;
- L'ouverture en décembre 2017 d'un nouveau centre d'hébergement d'urgence hivernal de 80 places pour des femmes isolées et des femmes avec enfants (ouverture prolongée de 40 places, au-delà de la fin de la trêve hivernale) ;
- Un Service municipal dédié pour accueillir les populations étrangères qui cherchent des orientations et des renseignements ;
- 1 000 personnes étrangères, de 55 nationalités, bénéficiant chaque année d'une formation en français, sans aucun critère administratif autre que la résidence à Montreuil ;
- Un Service de domiciliation s'adressant à tous les montreuillois pouvant justifier d'un critère d'attache sur Montreuil, permettant à de nombreux étrangers d'accéder à leurs droits (santé avec l'AME ou la CMU, ouverture d'un compte en banque...), et d'accéder à une boîte aux lettres par une prestation de domiciliation pour plus de 500 personnes ;
- Un Réseau d'écrivains publics bénévoles développé par la Ville. 80 % des bénéficiaires sont des étrangers, arrivés récemment ou pas sur le territoire ;
- Un Centre d'accueil de demandeurs d'asile qui accueille environ 75 personnes par an, et un accueil de jour particulièrement important, géré par l'association Emmaüs Alternative, qui y domicilie plus de 700 demandeurs d'asile par an.

C'est pourquoi, forte de cet engagement au quotidien, Montreuil demande à l'État de prendre une part plus importante aux côtés des élus, des services municipaux et des associations, pour imaginer collectivement des réponses adaptées à la multiplication des situations de grande précarité.

*« Devant l'urgence sociale et face aux risques encourus par ces populations et dont l'incendie d'hier témoigne, des politiques régionales et nationales ambitieuses, dignes et adaptées à la réalité des populations doivent se déployer sur nos territoires »* déclare Patrice Bessac.

**Contact presse :**

**Barbara Lux**, attachée de presse du Maire Patrice Bessac / 06.80.51.66.26 – [barbara.lux@montreuil.fr](mailto:barbara.lux@montreuil.fr) // **Jean Tilloy**, attaché de presse de la Ville de Montreuil / 06.63.12.85.10 / 06.30.71.80.07 / 01.48.70.60.38 – [jean.tilloy@montreuil.fr](mailto:jean.tilloy@montreuil.fr)